

**Union européenne - Format Slavkov  
- Travailleurs détachés - Économie  
numérique - Conférence de presse  
de M. Emmanuel Macron, président  
de la République, de M. Christian  
Kern, chancelier de la République  
d'Autriche, de M. Bohuslav  
Sobotka, Premier ministre de la  
République tchèque et de M. Robert  
Fico, Premier ministre de la  
République slovaque - Propos de M.  
Emmanuel Macron  
(Salzbourg, 23 août 2017)**

Monsieur le Chancelier, cher Christian,

Je voulais vraiment vous remercier pour votre accueil aujourd'hui à Salzbourg, avant que nous puissions, tous les quatre, partager un concert et merci de m'avoir invité à cette rencontre que nous souhaitons l'un et l'autre dans ce format un peu inédit où les pays du format dit de Slavkov et la France ont pu ainsi discuter. Je dois vous avouer que dans mon pays, Slavkov porte encore le nom d'Austerlitz. Je suis très heureux parce que je pense que le format que nous avons eu aujourd'hui est extrêmement pertinent.

Il est pertinent parce qu'il casse des frontières qui bloquent l'Europe. L'idée qu'il y aurait une opposition entre l'Est et l'Ouest. L'idée qu'il y aurait une opposition entre les pays qui sont dans la zone euro et hors de la zone euro. Et à ce titre, la discussion que nous avons eue tous les quatre a permis de montrer des vraies convergences, une vraie volonté d'avancer de concert et je dois vous dire que je souhaite pour ma part que ce format puisse être reconduit, cher Christian et chers amis, pour que nous puissions, peut-être en début d'année prochaine, dans l'un de vos pays où je me rendrai avec plaisir, nous retrouver à nouveau à quatre pour pouvoir avancer sur les différents sujets que nous avons abordés.

Nous avons des différences de situation, je les évoquais, par rapport à la zone euro ou, historiquement, par rapport à l'agenda social, mais je crois dans l'Europe des ambitions et dans l'Europe des bonnes volontés. C'est toujours comme ça que l'Europe a avancé. Nous sommes en train de construire des vrais compromis sur les sujets importants. Lorsque j'ai été élu au mois de mai dernier, j'ai indiqué combien il était important à mes yeux que nous puissions réformer la directive sur les travailleurs détachés parce que c'est une directive qui, je le disais tout à l'heure, trahit l'idée même d'une Europe intégrée et d'un marché unique en ce que son usage actuel consiste en quelque sorte à optimiser les dysfonctionnements sociaux de l'Union européenne et donc incite à faire circuler des travailleurs parce qu'ils sont à bas coût dans l'Union européenne et non pas à les faire circuler librement en fonction de leurs qualifications et de leurs souhaits.

Donc, il est absolument impérieux, si nous voulons que nos propres pays, nos classes moyennes continuent à adhérer à l'Union européenne, que les pays qui sont aujourd'hui à bas coût puissent faire leur transition, c'est-à-dire payer mieux leurs salariés, monter en termes de qualification, de qualité des biens qui sont produits dans leur pays ; il est indispensable qu'on retrouve ce qui est le sel même du projet européen, qui est un projet de convergence, qui est un projet d'harmonisation et non pas un projet où celui qui gagne est celui qui joue qui sur le dumping social ou sur le dumping fiscal.

Donc, à ce titre, je crois pouvoir dire qu'aujourd'hui, tous les quatre, nous avons acté une vraie volonté de trouver un compromis en octobre prochain et un vrai consensus sur les principes d'une révision de la directive travailleurs détachés et je veux remercier nos amis tchèque et slovaque pour qui il n'était pas forcément évident d'avoir fait tout ce travail. Je me souviens de notre discussion dans le cadre du groupe de Visegrad en juin dernier et je veux vraiment vous remercier pour cette bonne volonté mise en oeuvre.

Le chancelier autrichien vient de rappeler les principaux points. Nous sommes d'accord sur ces points. Il nous reste à affiner les paramètres dans les semaines à venir pour trouver un compromis intelligent en octobre au niveau des ministres du travail et pouvoir acter, sous la présidence estonienne, qui nous réunira, un véritable accord.

Le but, c'est quoi ? Réduire la durée par rapport à ce qui est aujourd'hui en vigueur. Lutter contre toutes les utilisations abusives et en particulier les sociétés boîtes aux lettres qui contournent l'esprit de la directive. C'est d'avoir aussi un principe de juste rémunération : à travail égal, rémunération égale, en prenant en compte tous les efforts faits dans les pays d'origine. Et c'est d'avoir un renforcement des contrôles au niveau européen. Mais ce que nous avons acté tous les quatre, c'est de renforcer le partenariat dans les contrôles et donc d'agir de concert en développant des actions bilatérales réciproques en termes de renforcement des contrôles pour lutter contre le travail détaché abusif.

Je considère pour ma part que nos discussions d'aujourd'hui marquent une véritable étape, une véritable avancée vers un compromis pour le mois d'octobre et je m'en réjouis parce que c'est un élément très important pour rendre plus crédible cette Europe qui protège dont nos concitoyens ont besoin.

Nous avons ensuite parlé des avancées en matière de coopération structurée permanente sur les sujets de défense et de sécurité et je me réjouis que, là aussi, à la fois nos ministres et nos délégations puissent, dans les prochaines semaines et les prochains mois, travailler sous ce format pour regarder ce qu'il est possible de faire en termes de capacité, de commandes et de concertation pour utiliser le fonds européen commun et cette coopération structurée et avancer de concert.

Troisième sujet, c'est celui des migrations et du contrôle de nos frontières communes où mes partenaires ici présents ont eu à vivre avec encore plus de brutalité que la France le choc migratoire il y a deux ans et nous devons avancer plus vite sur les capacités dont l'Europe doit se doter pour protéger ses frontières extérieures, définir des règles claires en matière d'asile, de

protection des frontières, avec des moyens clairs. Nous connaissons là les sensibilités qui s'expriment mais notre souhait, c'est aussi que nous puissions, dans les prochaines semaines et les prochains mois, dans ce même format, acter des positions communes en fin d'année et surtout réussir à avancer plus concrètement dans les mois qui viennent au niveau européen.

Nous avons ensuite parlé de nos agendas économiques. Nous aurons dans un mois une réunion importante à Tallinn pour définir l'agenda numérique de l'Europe. Les quatre pays que nous représentons sont des pays dont l'histoire et dont la réalité économique sont encore une réalité industrielle forte et qui veulent réussir la transformation industrielle, en particulier celle du numérique. Ce qui suppose des transformations qui dépendent de chacun d'entre nous, mais également une politique européenne en matière fiscale, en matière industrielle, en matière numérique beaucoup plus volontariste et aussi une politique commerciale qui défende nos intérêts pour défendre nos intérêts stratégiques dans le jeu des nations et une politique commerciale conséquente par rapport à ces objectifs.

Enfin, nous avons évoqué les prochaines étapes parce qu'au-delà de cet agenda de court terme qui est déjà bien rempli et qui, à mes yeux, constitue ces priorités d'une Europe qui protège, qui nous permettra d'avoir des résultats concrets dans les prochaines semaines, je souhaite que d'ici la fin de l'année, nous puissions collectivement lancer une série d'initiatives pour une refondation européenne en profondeur qui permettra de redonner un cap, de la visibilité, une plus grande intégration à cette Europe, en tout cas aux pays qui veulent suivre ce chemin.

Pour ce qui est de la France et de l'Autriche, qui partagent la même monnaie, nous avons vraiment, je dois dire, une vraie convergence de vue pour les réformes qui sont à faire au sein de la zone euro, de convergence sociale, fiscale, environnementale et la capacité de se doter d'un budget commun et d'un parlement de la zone euro, avec la volonté d'associer de manière active des pays qui ne sont pas dans la zone euro mais qui ont vocation à y entrer, avec une discussion ouverte, transparente que nous avons commencé à avoir sur chacun de ces sujets.

Nos discussions ont permis de montrer que la volonté partagée était celle d'une convergence sociale et fiscale, par exemple, tous les quatre, ce qui est pour moi un élément très important de cette plus grande intégration et ce qui permettra de partager aussi ce volontarisme, cette feuille de route pour une plus grande intégration européenne, avec des éléments de convergence qui sont à définir entre nous et sur lesquels nous avons à travailler dans les prochaines semaines et les prochains mois.

Donc, je veux vous dire combien je suis pour ma part satisfait des échanges d'aujourd'hui avec les avancées très concrètes sur le travail détaché, avec les avancées des prochaines semaines, des prochains mois sur les éléments de protection que j'évoquais et une première discussion à mes yeux très importante sur la feuille de route européenne et une refondation de l'Europe à préparer d'ici la fin de l'année sur laquelle je compte personnellement m'engager beaucoup et associer pleinement mes partenaires ici présents parce que l'Europe a besoin d'un temps de refondation pour recréer non seulement un momentum, mais une envie d'Europe, une volonté de faire avancer l'Europe.

Je souhaite que nous puissions nous retrouver sous ce format dans les prochains mois et décliner également ce format au niveau ministériel pour chacun des domaines concernés par

nos discussions.

Merci encore, cher Christian, pour cette invitation ici, en Autriche./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)